Bulletin de la Sabix

Société des amis de la Bibliothèque et de l'Histoire de
l'École polytechnique

42 | 2008

Regards sur l'École polytechnique au XIX^e siècle

Les polytechniciens dans l'affaire Dreyfus

Hubert Lévy-Lambert

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/sabix/122>

DOI : 10.4000/sabix.122

ISSN : 2114-2130

Éditeur

Société des amis de la bibliothèque et de l'histoire de l'École polytechnique (SABIX)

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2008

Pagination : 64-74

ISBN : ISSN N° 2114-2130

ISSN : 0989-30-59

Référence électronique

Hubert Lévy-Lambert, « Les polytechniciens dans l'affaire Dreyfus », *Bulletin de la Sabix* [En ligne], 42 | 2008, mis en ligne le 27 août 2009, consulté le 07 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/sabix/122> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/sabix.122>

Ce document a été généré automatiquement le 7 septembre 2020.

© SABIX

Les polytechniciens dans l'affaire Dreyfus

Hubert Lévy-Lambert

NOTE DE L'ÉDITEUR

Article publié dans le journal de l'association des anciens élèves de l'Ecole polytechnique, La Jaune et la Rouge, janvier 1995.

- 1 Alfred Dreyfus est né en 1859 à Mulhouse, d'une famille juive ayant prospéré dans l'industrie textile, installée en Alsace depuis plusieurs siècles. Après l'annexion de l'Alsace, son père opte en 1871 pour la nationalité française et Alfred est envoyé à Bâle puis à Paris, au collège Sainte-Barbe où il prépare le bac puis l'École polytechnique.
- 2 Reçu à l'X 182ème sur 236 en 1878, Dreyfus en sort 128ème et choisit l'artillerie. Il est alors envoyé comme sous-lieutenant à l'École d'application de Fontainebleau, d'où il sort en 1882. Il est alors lieutenant au 31ème régiment d'artillerie du Mans puis aux batteries à cheval de la 1ère division de cavalerie de Paris. Très bien noté, il est nommé capitaine en 1889 et affecté à l'École de pyrotechnie de Bourges.

Alfred Dreyfus, élève de Polytechnique

On ignore qui a gribouillé et lacéré la photo avec tant de haine.

© Photo Bibliothèque Ecole polytechnique

- 3 Dreyfus prépare alors l'École de guerre, où il est reçu en 1890. Il en sort deux ans plus tard 9ème sur 81 avec la mention très bien. Il est alors affecté successivement aux différents bureaux de l'état-major.
- 4 Son entrée à l'École de guerre a coïncidé avec son mariage avec Lucie Hadamard, sœur de Paul David Hadamard (76), cousine du professeur Jacques Salomon Hadamard et petite-fille de Jean Alexandre Hatzfeld (34), dont le frère Adolphe Hatzfeld, normalien, sort la même année le premier volume du Dictionnaire universel de la langue française. Il a deux enfants, nés en 1891 et en 1893. La vie lui sourit.

Le « bordereau »

- 5 En septembre 1894, le service de renseignements français (dit « section de statistiques »), dirigé par le lieutenant-colonel Jean Robert Sandherr assisté du commandant Hubert Joseph Henry, intercepte un « bordereau » non signé, faisant état de l'envoi de documents secrets intéressant la Défense nationale à l'attaché militaire allemand Maximilien von Schwartzkoppen.
- 6 Le président de la République Jean Pierre Paul Casimir-Périer et le président du Conseil Charles Dupuy sont avisés de l'affaire. Une brève enquête menée par le commandant Armand Auguste du Paty de Clam aboutit, sur la base d'une vague ressemblance d'écritures, à l'arrestation du capitaine Alfred Dreyfus.
- 7 Après une instruction bâclée, confiée au commandant Alexandre Bexon d'Ormescheville, Dreyfus est déféré le 19 décembre 1894 au Conseil de guerre présidé

par le colonel Émilien Maurel qui décide de le juger à huis clos. La seule pièce à conviction est le « bordereau ». Suivant des raisonnements tortueux, Alphonse Bertillon, inventeur de l'anthropométrie, qui se pique de graphologie, y reconnaît la main de Dreyfus. L'expert Alfred Gobert, désigné par le garde des Sceaux est d'un avis contraire. Les experts désignés par le préfet de police sont d'un avis partagé.

- 8 Malgré ses dénégations, l'absence de preuves et l'absence de mobiles, Dreyfus est condamné à l'unanimité le 22 décembre 1894 à la déportation à vie dans une enceinte fortifiée. Il est dégradé le 5 janvier 1895 au cours d'une cérémonie qui se tient dans la grande cour de l'École militaire puis déporté à l'île du Diable, au large de la Guyane.
- 9 On apprendra plus tard que la conviction des juges a été obtenue notamment grâce à un dossier secret non communiqué à la Défense, produit par le général Auguste Mercier (52), ministre de la Guerre.

Le « petit bleu »

- 10 En mars 1896, le service de renseignements français intercepte un télégramme (alors appelé « petit bleu »), adressé par l'attaché militaire allemand à un officier français d'origine hongroise, le commandant Ferdinand Walsin-Esterhazy. Après une enquête approfondie, le colonel Marie Georges Picquart, successeur de Sandherr, acquiert en septembre la conviction que le bordereau qui a fait condamner Dreyfus est de la main d'Esterhazy.
- 11 Immédiatement informés, les généraux Charles Arthur Gonse, sous-chef d'état-major et Raoul François Charles Le Mouton de Boisdeffre, chef d'état-major, demandent à Picquart, pour ne pas porter atteinte au moral de l'armée, de ne pas divulguer sa découverte.
- 12 Ils le font muter dans l'Est de la France puis en Tunisie. Après s'en être ouvert au général Paul Arthur Nismes (54) qui lui conseille de « faire le mort », Picquart, dont l'honneur est attaqué et qui craint pour sa vie, se confie sous le sceau du secret en juin 1897 à un avocat de ses amis, Me Henri Louis Leblois,

J'accuse...

- 13 Vu l'importance de ces révélations, Me Leblois décide après mûre réflexion de les porter à la connaissance du vice-président du Sénat, Auguste Scheurer-Kestner. Celui-ci en parle en octobre au président de la République Félix Faure, lequel a succédé à Casimir-Périer en 1895, ainsi qu'au président du Conseil Jules Méline, au garde des Sceaux Jean-Baptiste Darlan et au ministre de la Guerre, le général Jean-Baptiste Billot. Aucun n'accepte d'intervenir.
- 14 Animé par le frère du condamné, Mathieu, le « frère admirable » et par un jeune écrivain libertaire, Bernard Lazare, le « premier qui s'est levé », un mouvement d'opinion commence toutefois à se dessiner en faveur de la révision du procès Dreyfus. A sa tête se trouvent des hommes politiques comme Léon Blum, Georges Clemenceau, rédacteur en chef de l'Aurore, Yves Guyot, directeur du Siècle, Jean Jaurès, Francis de Pressensé, le député Joseph Reinach ou le sénateur Ludovic Trarieux, ancien garde des Sceaux et surtout des « intellectuels » comme Victor Basch, Emile Duclaux, directeur de l'Institut Pasteur, Anatole France, Edouard Grimaux, professeur à l'X, Lucien Herr,

bibliothécaire et « gourou » de Normale, Lucien Lévy-Bruhl, Octave Mirbeau, Gabriel Monod, le chartiste Paul Viollet, tous deux membres de l'Institut, Charles Péguy, Marcel Prévost (82) et Emile Zola.

- 15 Cela n'empêche pas Esterhazy d'être acquitté à l'unanimité le 11 janvier 1898 par un Conseil de guerre présidé par le général Henri de Luxer, après une enquête faite par le général Gabriel de Pellieux, qui concluait à un refus d'informer contre Esterhazy et à un renvoi de Picquart devant un conseil d'enquête !
- 16 Pour forcer la Justice à rouvrir le dossier, Emile Zola publie alors sur toute la première page de l'Aurore du 13 janvier une lettre ouverte au président de la République Félix Faure. Cet article, intitulé « J'accuse... ! », lui vaut d'être condamné par les Assises de Paris puis, après cassation, par les Assises de Versailles, à un an de prison pour diffamation. Il s'enfuit en Angleterre pour éviter la prison. Mais le procès a un immense retentissement en France et à l'étranger.
- 17 Pour faire bonne mesure, Picquart est également condamné à la prison ferme et chassé de l'armée pour avoir divulgué des informations sur la culpabilité d'Esterhazy, considérées comme « documents secrets intéressant la Défense nationale ». Parallèlement, un « petit juge », Paul Bertulus, qui avait eu l'audace de vouloir renvoyer Esterhazy aux Assises, est dessaisi.
- 18 Après le procès, viennent les vengeances. C'est ainsi qu'Edouard Grimaux, professeur de chimie à l'X, déjà cité, est mis en disponibilité pour avoir témoigné au procès Zola ou que le lieutenant William Chaplin (87) est mis en non-activité par suspension d'emploi pour avoir écrit une lettre de félicitations à Zola.
- 19 C'est dans ce contexte qu'est fondée la Ligue des droits de l'homme par Trarieux, Guyot, Reinach et Scheurer-Kestner.

William Chaplin, polytechnicien de la promotion 1887

© Photo Bibliothèque Ecole Polytechnique

Le « faux Henry »

- 20 Le 7 juillet 1898, Godefroy Cavaignac (72, ingénieur des Ponts), nouveau ministre de la Guerre, farouchement opposé à la révision, lit à la Chambre des députés le texte d'une lettre de l'attaché militaire italien Alessandro Panizzardi à son homologue allemand von Schwartzkoppen, censée établir indiscutablement la culpabilité de Dreyfus.
- 21 Malheureusement pour Cavaignac, son officier d'ordonnance, le commandant Louis Cuignet, découvre peu après que ce document, affiché dans tout le pays sur décision des députés, est un faux grossier. Le commandant Henry reconnaît en être l'auteur et se suicide le 31 août 1898, cependant que le général de Boisdeffre démissionne.
- 22 Henri Brisson, qui a succédé en juin à l'antidreyfusard Jules Méline, accepte alors de transmettre à la Cour de cassation la requête en révision du procès Dreyfus, établie par Lucie Dreyfus assistée de Me Henry Mornard. Hostile envers et contre tout à la révision, Cavaignac démissionne le 3 septembre. Il est remplacé par le général Emile Thomas Zurlinden (X 1856) qui démissionne douze jours plus tard, pour la même raison, et est remplacé par le général Jules Chanoine qui fera de même un mois plus tard, entraînant la chute du gouvernement Brisson. Charles Dupuy redevient alors président du Conseil, Charles Louis de Freycinet (X 1846, Mines) étant ministre de la Guerre.
- 23 Pendant ce temps, les antidreyfusards ne restent pas inactifs. La Ligue de la Patrie française est fondée en décembre 1898 par François Coppée, Maurice Barrès, Ferdinand Brunetière et Jules Lemaitre, pour faire pièce à la Ligue des Droits de l'homme, cependant qu'une souscription ouverte par la Libre parole en faveur de la famille de Henry, dite « monument Henry », recueille un très grand succès auprès de toutes les couches de la population.
- 24 Après Grimaux, un autre professeur de l'X, George Duruy, professeur d'histoire et littérature, prend sa plume et écrit des articles « Pour la justice et pour l'armée » dans le Figaro en avril 1899. Il est aussitôt suspendu par le général François Toulza (57), commandant l'École. Après une interpellation de Freycinet à la Chambre par le député Jules Gouzy (52), il sera réintégré par le nouveau ministre de la Guerre Camille Krantz (68).

Le procès de Rennes

- 25 Au terme de longs débats et après que la Chambre criminelle, jugée trop favorable à Dreyfus, ait été dessaisie par une loi rétroactive, le jugement de 1894 est annulé le 3 juin 1899 par la Cour de cassation, toutes chambres réunies. Dreyfus est rapatrié de l'île du Diable pour être rejugé par le Conseil de guerre de Rennes, cependant que Picquart est remis en liberté et que Zola rentre d'exil.
- 26 Contrairement à 1894, Dreyfus va être jugé par un Conseil de guerre composé uniquement de polytechniciens : présidé par le colonel Albert Jouaust (58), le Conseil comprend le lieutenant-colonel François Paul Brongniart (69), les commandants Charles de Bréon (66), Emile Merle (72) et Julien Profillet (72) et les capitaines Albert Parfait (76) et Charles Beauvais (76). Les « antidreyfusards » sont venus en force témoigner à la suite du général Mercier (52), qui venait de quitter l'armée. Celui-ci s'est installé à Rennes à demeure avec une nombreuse équipe de témoins à charge de haut

- rang dont le général Denis Deloye (56), directeur de l'artillerie, le général Jules de Dionne (47), directeur de l'École de guerre ou le lieutenant-colonel Charles Jeannel (68).
- 27 Du côté de la défense, assurée par Mes Edgard Demange et Fernand Labori, qui sera victime d'un attentat, se trouvent également de nombreux polytechniciens parmi lesquels Jules Andrade (76), professeur à la faculté des sciences de Montpellier ; Claude Maurice Bernard (82), ingénieur au corps des Mines ; le lieutenant Charles Bernard Brunot (77), qui commence son témoignage par ces mots adressés à Moch « tu me demandes si j'aurais le courage de confirmer par écrit... » ; les chefs d'escadron Joseph Ducros (73), Alfred Galopin (71), Gaston Hartmann (72) ; l'ancien capitaine Gaston Moch (78), dont le fils Jules Moch (1912), ancien président du Conseil, cite quelques souvenirs dans *La Jaune et la Rouge* de juillet-août 1978 ; Jules Henri Poincaré (73), professeur à l'X, le général (cr) de l'artillerie de marine Hippolyte Sebert (58).
- 28 Alors qu'Esterhazy, enfui à l'étranger, a reconnu être l'auteur du « bordereau », l'essentiel de l'accusation repose toujours sur la thèse extravagante et pseudo-scientifique de l'« expert » Bertillon. Celui-ci affirme, calcul des probabilités et « redans » à l'appui, que le bordereau est une pièce auto-forgée par Dreyfus, qui aurait contrefait sa propre écriture ! Cette thèse est réfutée notamment par Bernard (82) et Poincaré (73), qui ont travaillé indépendamment.
- 29 L'avis de Poincaré sur le travail de Bertillon, lu par Paul Painlevé, professeur de mécanique à l'X, devant le Conseil de guerre, est très clair : « ... Sur treize mots redoublés, correspondant à vingt-six coïncidences possibles, l'auteur constate quatre coïncidences réalisées. Évaluant à 0,2 la probabilité d'une coïncidence isolée, il conclut que celle de la réunion de quatre est 0,0016. C'est faux : 0,0016, c'est la probabilité pour qu'il y ait quatre coïncidences sur quatre. Celle pour qu'il y en ait quatre sur vingt-six est 0,7, soit quatre cents fois plus. Cette erreur colossale rend suspect tout le reste... »
- 30 La chute de Poincaré paraîtra à certains plus contestable : « ... En résumé, les calculs de M. Bernard sont exacts ; ceux de M. Bertillon ne le sont pas. Le seraient-ils, qu'aucune conclusion ne serait pour cela légitime, parce que l'application du calcul des probabilités aux sciences morales est, comme l'a dit je ne sais plus qui, le scandale des mathématiques, parce que Laplace et Condorcet, qui calculaient bien, eux, sont arrivés à des résultats dénués de sens commun. »
- 31 Et Poincaré termine sa lettre à Painlevé : « Rien de tout cela n'a de caractère scientifique et je ne puis comprendre vos inquiétudes. Je ne sais si l'accusé sera condamné mais s'il l'est, ce sera sur d'autres preuves. Il est impossible qu'une pareille argumentation fasse quelque impression sur des hommes sans parti pris qui ont reçu une éducation scientifique solide. »
- 32 Il n'y a pas d'autres preuves et les membres du Conseil de guerre ont tous reçu une éducation scientifique solide. Dreyfus est néanmoins déclaré coupable le 9 septembre 1899, avec des circonstances atténuantes (sic) et condamné à dix ans de détention. Toutefois, deux juges sur sept ont voté pour l'innocence de Dreyfus, dont le président Jouaust (58), qui avait paru plutôt hostile pendant les débats et le commandant de Bréon (66), qui avait souscrit 5 F pour le Monument Henry. A noter que le vote s'est déroulé par ordre hiérarchique croissant, le Président votant en dernier. Le verdict aurait-il été différent si l'ordre de vote avait été l'ordre hiérarchique ?

Charles François de Lancrau de Bréon, élève de Polytechnique (promotion 1866)

Il fut l'un des deux juges de Rennes qui osèrent voter pour l'innocence de Dreyfus. Il ne fut jamais promu au-delà du grade de chef d'escadron d'artillerie.

© Photo Bibliothèque Ecole Polytechnique

- 33 Après le procès, encore les vengeances. Ainsi, le colonel Jouaust (58) est mis aussitôt à la retraite ; Jules Andrade (76) est blâmé et suspendu pour avoir accusé le général de Boisdeffre de faux témoignage et écrit dans l'Aurore après le procès : « je plains de tout cœur le camarade Mercier... » ; etc.
- 34 Épuisé tant physiquement que moralement par quatre ans et demi de détention dans des conditions très dures, Dreyfus décide de ne pas faire appel et accepte en septembre 1899 la grâce que lui octroie, sur proposition du ministre de la Guerre Gaston de Galliffet, le président de la République Emile Loubet, lequel vient de succéder à l'anti-dreyfusard Félix Faure.
- 35 Pour tenter d'apaiser les esprits et tourner la page à l'approche de l'Exposition universelle de 1900, dont le Commissaire général est Alfred Picard (62, PC), le président du Conseil Pierre Waldeck-Rousseau, qui a succédé en juin 1899 à Charles Dupuy, met en chantier une loi d'amnistie. Cette loi, qui n'est votée qu'en décembre 1900, renvoie dos à dos faussaires et héros, en amnistiant tous les crimes et délits liés à l'affaire Dreyfus.
- 36 Les débats préliminaires au vote précisent que c'est sur la demande de Dreyfus que son propre cas est exclu de la loi d'amnistie, dans le but de laisser ouvertes les portes de la Cour de cassation pour lui permettre de poursuivre une réhabilitation judiciaire.

Vers la révision

- 37 Nommé à la Guerre en mai 1900, le général Louis Joseph André (57), républicain anticlérical, procède aussitôt à une épuration de l'armée. C'est ainsi que les généraux

Alfred Delanne (62), chef d'état-major général et Edouard Jamont (50), général en chef en temps de guerre, sont relevés de leurs fonctions. André essaie à plusieurs reprises de faire réintégrer Picquart, mais les esprits sont encore trop échauffés. Il faudra l'avènement en juin 1902 du gouvernement anticlérical du « petit père Combes » pour que l'idée d'une deuxième révision soit acceptée. En 1903, après une série d'interventions de Jaurès à la Chambre, le ministre André ouvre une enquête dite préliminaire ; qu'il confie au commandant Antoine Louis Targe (85). Cette enquête confirme officiellement que le dossier de Rennes comprenait notamment des « témoignages suspects » et des « pièces matériellement altérées ».

- 38 Saisie par le garde des Sceaux, la Cour de cassation admet alors en mars 1904, pour faits nouveaux, la demande en révision du procès de Rennes. Il aura fallu cinq ans pour arriver à ce résultat. Son enquête durera encore deux ans et verra partisans et adversaires du capitaine s'affronter à nouveau très vivement sur la question de l'identité du scripteur du bordereau ainsi que sur ses aspects techniques.
- 39 C'est ainsi qu'un auteur anonyme, signant « un ancien élève de l'École polytechnique », édite une brochure, dite « brochure verte », confortant la thèse de Bertillon et portant en exergue un vieil adage de droit criminel : « primo de corpore delicti constare ». L'auteur de cette brochure de 64 pages agrémentée de 20 planches in-quarto a payé d'avance à Charles Henri Devos, administrateur de la Libre Parole et directeur de la Librairie antisémite les frais d'impression. Il n'a jamais voulu se faire connaître, malgré les recherches entreprises par la justice pour le faire témoigner à charge. Un siècle après, le mystère reste entier.
- 40 Le commandant Charles Corps (73) n'hésite pas à signer de son nom des articles et brochures dans le même sens. Le lieutenant-colonel Emile Martin (61) signe quant à lui des articles et une brochure intitulée « Dreyfus confondu » sous le pseudonyme de « SCIO ».
- 41 Paul Painlevé, professeur à l'X, Auguste Molinier, professeur à l'École des chartes et Claude Maurice Bernard (82, Mines) prennent la défense de Dreyfus en démontrant qu'il n'a pas pu écrire le bordereau. Leur thèse sera réfutée par Camille Jordan (55), professeur d'analyse à l'X.
- 42 Une commission composée de trois académiciens, Paul Appell, Jean-Gaston Darboux et Henri Poincaré (73) nommée par la Cour en avril 1905 pour départager les experts en écriture, conclut à la mise hors de cause de Dreyfus. Toute la démonstration de Bertillon est définitivement démolie. Celui-ci sera néanmoins honoré jusqu'à la fin de ses jours et même après, puisqu'une salle de la préfecture de police porte encore son nom aujourd'hui.
- 43 Une autre commission est constituée en mai 1904 par le général André à la demande de la Cour pour examiner les questions techniques du bordereau. Elle est composée de quatre généraux polytechniciens : Ulysse Casimir Balaman (58), ancien président du comité technique de l'artillerie, président, Louis François Villien (63), inspecteur des fabrications de l'artillerie, Jean Jules Brun (67), commandant l'École de guerre et Jules Georges Séard (54), ancien directeur de l'École de pyrotechnie. Cette commission conclut également à la mise hors de cause de Dreyfus.

La réhabilitation

- 44 Après de nombreux rebondissements, dont la condamnation pour divulgation de documents du capitaine Jules Fritsch (85) par un conseil d'enquête présidé par le général Joseph Joffre (69) et le procès de Grégoire Dautriche, officier d'administration au service des renseignements et de plusieurs officiers supérieurs, la Cour de cassation décide le 12 juillet 1906, toutes chambres réunies, de casser le procès de Rennes sans renvoi, considérant que « rien ne reste debout de l'accusation portée contre Dreyfus ».
- 45 Dreyfus est aussitôt réintégré comme chef d'escadron dans l'armée et est décoré de la Légion d'honneur dans une cour de l'École militaire, non loin de l'endroit où il avait été dégradé onze ans auparavant.
- 46 Il prend sa retraite peu après, mais reprendra du service comme lieutenant-colonel pendant la guerre de 1914-1918. Il mourra en 1935, sans jamais s'être moralement remis d'une affaire dont il avait été le héros malgré lui et qui l'avait singulièrement dépassé.
- 47 Réhabilité en même temps que Dreyfus, Picquart est nommé général en 1906. Il sera ministre de la Guerre du cabinet Clemenceau de 1906 à 1909.

Les ministres de la Guerre

Il n'est pas inutile, pour la compréhension des événements, de faire la liste des nombreux ministres de la Guerre qui se sont succédés pendant la période étudiée.

1888-déc. 1893 : Charles Louis Freycinet (X1846).

déc. 1893-Jan. 1895 : général Auguste Mercier (X 1852).

jan.-oct. 1895 : général Emile Zurlinden (X 1856).

nov. 1895-avril 1896 : Godefroy Cavaignac (X 1872).

avril 1896-juin 1898 : général Jean-Baptiste Billot.

juin-sept. 1898 : Godefroy Cavaignac (X 1872).

5-17 sept 1898 : général Emile Zurlinden (X 1856).

17 sept.-25 oct 1898 : général Jules Chanoine.

4 nov. 1898 - 5 mai 1899 : Charles Louis Freycinet (X 1846).

7 mai - 12 juin 1899 : Camille Krantz (X 1868).

23 juin 1899 - 28 mai 1900 : général Gaston de Galliffet.

mai 1900-nov. 1904 : général Louis André (X 1857).

nov. 1904 -juin 1905 : Maurice Berteaux.

juin 1905 -oct 1906 : Eugène Etienne.

oct 1906 - juillet 1909 : général Georges Picquart

L'armée et l'affaire Dreyfus

- 48 L'affaire Dreyfus ne survient pas par hasard. La France juive de Edouard Drumont a été un « best seller » en 1886 avec 100 000 exemplaires vendus en deux mois et de nombreuses rééditions. En 1890, La Croix, journal des Assomptionnistes, se décrit comme « le journal le plus anti-juif de France ». En 1892, La Libre parole, fondée par Edouard Drumont, lance une violente campagne contre les juifs au sein de l'armée.
- 49 En août 1892, après un article particulièrement virulent, le capitaine Armand Mayer (77), inspecteur des études à l'Ecole polytechnique, provoque en duel, pour défendre l'honneur des officiers juifs, le marquis Antoine de Morès, porte-parole des antisémites, qui le tue. Devant l'émotion suscitée par cette affaire, le ministre de la Guerre Charles Louis de Freycinet (46) en appelle à la réconciliation : « ... dans l'armée, nous ne connaissons ni Israélites, ni protestants, ni catholiques ; nous ne connaissons que des officiers français, sans acception d'origine... »

Gaston Moch, élève de Polytechnique (promotion 1878 ; 1859-1935)

Petit-fils de rabbin d'origine alsacienne, il quitte l'armée en 1894. Il est le père de 2 polytechniciens dont Jules Moch (1893-1985 ; X 1912), homme politique ;

© Photo Bibliothèque Ecole Polytechnique

- 50 Drumont redouble néanmoins ses attaques. Ainsi, La Libre Parole lance un concours en octobre 1895 sur « les moyens pratiques d'arriver à l'anéantissement de la puissance juive en France », avec un jury présidé par Ernest Rouyer (79). Les premiers prix iront à l'abbé Jacquet et à Mgr Tilloy pour avoir préconisé la création, par voie législative, des sortes de ghettos modernes. On est loin de l'abbé Grégoire !
- 51 Beaucoup d'officiers juifs avaient quitté l'armée avant même le déclenchement de l'affaire Dreyfus, tel Gaston Moch (78), témoin de la défense au procès de Rennes en 1899 (*cf. supra*), qui avait démissionné en 1894. L'affaire Dreyfus accélère ce mouvement

et conduit beaucoup de juifs à renoncer à se présenter aux concours de l'X et plus encore de Saint-Cyr.

- 52 Ainsi, le commandant Emile Mayer (71), camarade de promotion et ami du maréchal Foch, est-il mis d'office en inactivité avec retrait d'emploi en mai 1899 par Camille Krantz (68), ministre de la Guerre, sous prétexte d'avoir proposé une réforme de la justice militaire. Il sera réintégré en 1906 et nommé lieutenant-colonel par le général Picquart et sera, jusqu'à sa mort en 1938, le fidèle correspondant et mentor du général de Gaulle.
- 53 Tous ceux qui ont osé se désolidariser des faussaires sont victimes de la vindicte de leurs supérieurs, sans distinction de religion. Les plus connus sont le colonel Picquart, dont on a vu le sort, le commandant Ferdinand Forzinetti, directeur de la prison du Cherche-Midi, révoqué pour avoir témoigné de son intime conviction de l'innocence de son prisonnier, le colonel Jouaust (58), mis à la retraite après avoir osé voter pour Dreyfus à Rennes ou le général Messimy, poussé à la démission. Il y en a beaucoup d'autres. Jacques Jourde (81, PC) et le commandant Targe (85), déjà cité, proposeront, sans succès, qu'une Commission de l'armée en établisse la liste.
- 54 L'École polytechnique, dont à l'époque trois quarts des élèves sortent dans l'armée, ne pouvait pas, en tant qu'institution, avoir un comportement significativement différent de celui du reste de l'armée.
- 55 Ainsi, bien que sociétaire perpétuel, Dreyfus est exclu d'office en 1894 de la S.A.S. (Société amicale de secours, fondée en 1865 pour venir en aide aux camarades malheureux et à leurs familles, fusionnée en 1963 avec la S.A.X., fondée en 1908, pour donner naissance à l'A.X.). Son nom disparaît alors de l'annuaire des anciens élèves, pour ne réapparaître que douze ans après, en 1907.
- 56 Cet ostracisme vise également ses parents, même éloignés. Ainsi, Painlevé témoignera en février 1899 devant la Cour de cassation avoir été chargé en juin 1897, par « certaines personnes de l'École polytechnique », d'écarter la candidature éventuelle de Jacques Hadamard à une place de répétiteur à l'École, du fait qu'il était cousin par alliance de Dreyfus. À l'époque, Hadamard avait à peine 30 ans et était déjà professeur au Collège de France et maître de conférences à la Sorbonne. Comme les grands anciens le savent, il sera finalement admis et enseignera l'analyse à l'X de 1912 à 1937.

Les juifs et l'affaire Dreyfus

- 57 On notera pour terminer que la communauté juive ne s'est pas plus mobilisée que la communauté polytechnicienne pour venir en aide à Dreyfus, mais pour d'autres raisons, tenant à sa crainte d'accentuer l'antisémitisme alors qu'elle aspire de toutes ses forces à l'assimilation.
- 58 Ainsi le grand rabbin Zadoc-Kahn pouvait dire à l'occasion des cérémonies du centenaire de l'École polytechnique, le 19 mai 1894, en présence du président de la République Sadi Carnot (56, ingénieur des Ponts), qui devait malheureusement être assassiné un mois plus tard par un anarchiste :
« L'École polytechnique a été un des principaux instruments de notre relèvement, un des leviers puissants de notre activité affranchie.
Brûlant d'impatience de justifier la confiance de la France dans ses nouveaux enfants adoptés par cette mère généreuse avec un amour sans réserve, d'infliger un démenti sans réplique à ceux qui affectaient de taxer d'imprudence ce qui n'était

après tout qu'un simple acte de justice et d'humanité, de montrer aussi promptement que possible que nous entendions prendre au sérieux nos charges civiques et l'obligation de nous consacrer à notre pays, nos familles, notre jeunesse ont considéré l'École polytechnique comme la meilleure initiation aux devoirs patriotiques et comme le moyen le plus efficace de nous élever à la hauteur de notre nouvelle situation et de mettre en œuvre nos réserves d'énergie amassées par des siècles d'inaction forcée... »

- 59 Pour la petite histoire, on notera que c'est pour les mêmes raisons que les notables juifs français n'appuieront pas le projet de création d'un État juif qui leur est proposé en 1896 par Théodore Herzl. Correspondant à Paris d'un journal viennois, ce dernier avait suivi pour son journal le procès Dreyfus et en avait tiré la conclusion que les juifs devaient avoir un État à eux. Ses réflexions, publiées en 1896 sous le titre de L'État juif, sont à l'origine de la déclaration Balfour de 1917 et de la création de l'État d'Israël par les Nations Unies en 1948.
- 60 Retrouvez la liste de près de 140 polytechniciens impliqués dans l'affaire Dreyfus, établie par Hubert Lévy-Lambert, avec le rôle de chacun, sur notre site Internet www.sabix.org/documents/dreyfus95.html

AUTEUR

HUBERT LÉVY-LAMBERT

Ingénieur en chef des Mines (X1953)